

Les mines et BASM entretiennent la pauvreté



© Handicap International

Au-delà des drames humains que provoquent **les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions (BASM)** pour les victimes directes, ce sont des millions de victimes invisibles qui subissent aussi les conséquences de ces « **armes des lâches** ». Elles posent une **entrave majeure au développement des pays pollués**, dont l'économie repose souvent majoritairement sur l'agriculture. Leur présence rend parfois trop dangereux l'accès aux champs ou aux points d'eau, et ce sont des familles entières qui sont condamnées à subir les conséquences incessantes de « **la guerre après la guerre** ».

Les mines antipersonnel et les sous-munitions non explosées ont ainsi des effets indirects sociaux, économiques et environnementaux, du simple fait de leur présence réelle ou soupçonnée sur les populations, les communautés et l'économie d'un pays, notamment dans **les quatre domaines suivants** :

- **l'agriculture**
- **l'accès à l'eau**

- l'éducation

- la santé.

On compte aujourd'hui **une victime directe des mines et restes explosifs de guerre toutes les deux heures**, mais ce sont plusieurs millions de victimes invisibles qui sont menacées par la présence de ces armes.

Dans leur « Déclaration du Millénaire » de 2000, les Nations unies ont défini les huit « Objectifs du Millénaire pour le Développement » (OMD), qui visent à améliorer les conditions de vie d'ici à 2015 et à réduire la pauvreté de manière significative dans le monde.

L'éradication des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions représente une condition préalable à tout développement et participe directement à la réalisation de plusieurs OMD, notamment :

- l'objectif 1 : réduire l'extrême pauvreté et la faim (en permettant l'accès à des sites agricoles et le développement socio-économique dans les zones affectées),
- l'objectif 2 : assurer l'éducation primaire pour tous (en permettant l'accès aux écoles),
- l'objectif 7 : assurer un environnement durable (la dépollution des zones affectées).

Lors de la première Conférence des Etats parties au **Traité d'Oslo** qui se déroulait à **Vientiane** (Laos) en novembre 2010, Dr Asha-Rose Migiro, Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations unies, a salué l'entrée en vigueur du traité d'interdiction des bombes à sous-munitions, en rappelant que « **depuis plus d'un demi-siècle, ces armes tuent, blessent et détruisent des vies au Laos. [Le pays a compté] plus de 50 000 victimes d'armes à sous-munitions n'ayant pas explosé.** L'impact social, économique et environnemental a été profond. »

Le Laos, pays le plus pollué au monde par les sous-munitions, a résolument décidé de lutter contre ces armes et leur entrave au développement du pays. Le gouvernement lao a ainsi instauré un objectif du millénaire de développement : **réduire l'impact des munitions non explosées au Laos d'ici 2015.** Cette initiative symbolise parfaitement que l'action d'éradication des mines et des munitions non explosées est une pré-condition absolue au développement socio-économique du pays.